

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MERCREDI 14 MARS 2007

Matin

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

WOENSDAG 14 MAART 2007

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 14 par M. Francis Van den Eynde, président.

01 Interpellation de M. Roel Deseyn au ministre de l'Emploi sur "l'exécution du "chantier" l'autoroute de l'information : le haut débit pour tous" (n° 1049)

01.01 Roel Deseyn (CD&V) : Le projet « L'autoroute de l'information : la large bande pour tous » était un des chantiers que le gouvernement s'était proposé de réaliser. Si la Belgique a joué un rôle de pionnier sur ce plan pendant plusieurs années, notre pays est dépassé par les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Allemagne depuis l'an 2000.

Le gouvernement voulait éviter qu'un fossé numérique se creuse. Si nous pouvons souscrire à cet objectif, force est de constater que des problèmes se posent, notamment en ce qui concerne le tarif des connexions internet à large bande. Il ressort d'une étude récente d'Analysis que les tarifs pour la large bande en Belgique sont en moyenne plus élevés que dans six autres pays dans notre région.

En Belgique, une connexion à part entière coûte au moins 39 euros par mois contre 20 aux Pays-Bas et 15 en France.

Il me revient que 302.000 Belges possèdent une connexion à large bande. Ce chiffre ne représente que la moitié seulement du nombre de Belges qui pourraient en avoir une. Sur notre marché, aucun fournisseur ne propose de vitesses ni de conditions spectaculaires.

Il y a quelques années, nous avons déjà débattu d'un tarif préférentiel pour l'internet à large bande pour les groupes cibles sociaux. Aujourd'hui, on nous dit que le ministre Dupont a l'intention de mettre cette question sur le tapis au niveau européen. Il pourrait s'agir d'une manière d'y impliquer les opérateurs mais les états membres peuvent aussi très certainement prendre des initiatives dans ce domaine.

À terme, nous devons évoluer vers un système social analogue à celui qui existe dans le domaine de la téléphonie, un tarif social pour l'internet à large bande auquel doit également contribuer le secteur.

Au cours des deux ou trois dernières années, nous avons progressé d'environ 5 %. Un peu plus de 55 % des ménages disposent aujourd'hui d'un ordinateur et d'une connexion internet, ce qui reste un pourcentage nettement inférieur à celui enregistré chez nos voisins. Cette situation constitue un indicateur important de l'état de santé de notre économie de la connaissance. Une perte de terrain à ce niveau aurait un impact majeur sur le plan socio-économique.

Quelques mesures ont été prises, comme les package "internet pour tous", mais l'on pourrait faire plus en matière de TVA.

Certes, un tarif social est d'application pour l'internet à bas débit par la ligne téléphonique classique. Ce n'est

pas l'acquisition d'un ordinateur qui coûte, mais bien l'abonnement mensuel. Une formule « allégée » est discriminatoire et peut être une expérience frustrante.

Il semble que la proposition de M. Dupont, à savoir une réduction de 10 euros, reste peu concrète. Qu'en est-il ?

Le prix de l'internet à large bande doit être l'objet d'une réglementation stricte. Des chiffres de l'OCDE indiquent clairement que la Belgique a perdu son avance depuis 2000. Comment la situation évolue-t-elle sur ce plan ? Quels efforts ont été fournis ?

L'objectif énoncé dans la note « stratégie large bande » était de connecter 2,5 millions de foyers et 500.000 entreprises à l'internet à haut débit pour la fin de 2006. Ces objectifs ont-ils été atteints ? Moins d'un an plus tard, les objectifs chiffrés ont été largement revus à la baisse et sont passés à 2 millions de foyers et 400.000 entreprises. Qu'a-t-on déjà réalisé à l'heure actuelle ? Quels sont les nouveaux objectifs ?

Qu'est-ce qui a été réalisé ? Que s'est-il passé ces derniers temps ? Quels projets sont encore en chantier ? Quels en ont été les effets sur le terrain ? Quid des objectifs du plan d'action, de la note sur la large bande, du chantier « large bande » et des diverses déclarations du gouvernement à ce propos ?

01.02 **Peter Vanvelthoven**, ministre (*en néerlandais*) : Tout au long de cette législature, M. Deseyn a été l'un des membres les plus opiniâtres, au sens noble du terme, dans ce domaine.

Durant toute cette législature, mon but a été d'essayer de réduire la fracture numérique car il me paraît important que tous nos citoyens et toutes nos entreprises puissent s'engager sur les autoroutes de l'information. Aussi ai-je pris quantité de mesures pour combler le fossé qui s'est creusé sur le plan des nouvelles techniques de l'information et de la communication. Elles produiront encore leurs effets dans les prochaines années, ce qui ne veut pas dire que nous ne devons pas en prendre sans cesse de nouvelles.

J'ai déjà déclaré en automne 2003 que sur internet, il ne faut pas seulement une Mercedes mais aussi une Volkswagen. Nous en avons beaucoup parlé avec les fournisseurs d'accès et ceux-ci ont fini par commercialiser une version « light » moins chère. Mais son prix est encore excessif si on le compare à ceux pratiqués dans les autres pays.

En proposant à nos concitoyens un paquet agréé « Internet pour tous », nous avons voulu faire en sorte que les prix de la large bande et les prix des ordinateurs soient plus abordables pour tous. Ce projet arrive à échéance le 18 avril. Donc, le paquet comprend également le prix d'une année de connexion à la large bande. Fait notable : cette connexion est sensiblement moins chère que si on l'achète séparément.

Ce projet sera soumis à une évaluation après le 18 avril. Il me semble important que le prochain gouvernement veille à son prolongement. Il a été constaté que 80 % des personnes qui ont acheté ce paquet sont de nouveaux utilisateurs d'internet, ce qui signifie que l'objectif a été atteint.

La fracture numérique n'est cependant pas uniquement due à un problème de tarification. Certaines personnes ne comprennent pas toujours immédiatement l'utilité de l'internet et ont parfois peur de l'inconnu. Des problèmes souvent évoqués tels que les virus et les spams sont également autant de sources de craintes.

C'est pourquoi nous avons mené plusieurs campagnes de sensibilisation au cours des dix-huit derniers mois. L'objectif était de montrer que si l'internet est un outil fantastique, il convient toutefois de tenir compte de certains dangers. Nous avons mené la campagne Pécéphobie avec Ginette et avons distribué, en collaboration avec Child Focus, une histoire de Bob et Bobette dans les classes de sixième année primaire de toutes les écoles.

Le prix reste une barrière importante pour de nombreuses personnes. Pour beaucoup de citoyens, le prix du package " Internet pour tous ", qui s'élève à 850 ou 990 euros, est encore trop élevé. C'est pourquoi nous avons également opté pour l'accès à l'internet dans des lieux publics.

Le projet " Easy e-space ", lancé en 2005 avec mon collègue Dupont, a pour but de créer 110 espaces informatiques dans des maisons pour personnes âgées, des restaurants sociaux, des espaces communs de logements sociaux, etc. En 2006, nous avons sélectionné 260 candidats capables d'aménager un espace informatique accessible à tous. En 2007, ces espaces seront notamment créés dans des bibliothèques, des maisons communales et des bureaux d'emploi.

Nous sommes également occupés à recycler les anciens ordinateurs des services publics. Des contacts doivent avoir lieu à ce sujet dans les prochains jours avec un partenaire qui pourrait se charger du recyclage. La Commission européenne procède à une action similaire. Les ordinateurs mis au rebut seront proposés pour une somme modique à certains groupes cibles décrits dans le plan d'action contre la fracture numérique.

Un très bon résultat a été enregistré l'année dernière. L'ISPA a publié récemment les chiffres pour l'année 2006: le nombre de raccordements à l'internet a ainsi augmenté de 11,7 %. En ce qui concerne les ménages, ce sont plus de 300 000 nouvelles connexions qui ont été installées.

Nous approuvons tous l'idée du tarif social annoncée par M. Dupont. Toutefois, celle-ci ne sera pas facile à concrétiser tout en respectant la directive européenne existante, à moins que les pouvoirs publics ne financent eux-mêmes ce tarif social. En matière de téléphonie, c'est le secteur qui supporte les frais du tarif social. Une concertation avec la Commission européenne s'impose donc.

L'abaissement du taux de TVA n'apporterait pas grand chose. La différence entre notre taux et le taux le plus bas dans les pays voisins s'élève à 5 %, soit 2 euros sur un montant de 40 euros.

Une réelle diminution des prix constitue un acquis encore plus important que le tarif social.

Nous avons également pris quelques mesures en faveur des entreprises. La carte d'identité électronique offre de nombreuses possibilités dans le domaine de l'administration électronique. Les entreprises peuvent par ailleurs utiliser l'e-ID dans leur propre environnement. D'ici 2009, chaque Belge à partir de 12 ans sera en possession d'une telle carte. En ce moment, cinq millions de cartes sont déjà activées. De nombreuses applications sont en préparation.

L'e-procurement constitue un autre dossier important, qui a significativement facilité l'accès aux marchés publics pour les entreprises. Par l'entremise du site web www.jepp.be, les entreprises peuvent s'inscrire en ligne et demander à être informées des nouveaux marchés publics. Le système s'étend aujourd'hui aux marchés publics de tous les niveaux de pouvoir.

À partir de ce mois-ci, la soumission électronique à des marchés publics sera mise en œuvre progressivement. Cette nouvelle approche permet de réduire les contraintes administratives et facilite également la suite de la procédure. Les catalogues électroniques devraient être disponibles d'ici à la fin de l'année.

Nous offrons toute une panoplie d'autres services aux entreprises, tels que la déclaration fiscale, la déclaration de TVA et la banque-carrefour de la sécurité sociale. Les entreprises ont massivement recours à ces possibilités. À la suite de ces mesures, certaines sociétés qui n'étaient pas encore connectées à l'internet ont également franchi le pas.

01.03 Roel Deseyn (CD&V) : Il est inexact que les personnes qui disposent d'une connexion à haut débit light peuvent aisément surfer sur l'internet. Il existe donc une inégalité de traitement entre les citoyens, ce qui ne me semble pas constituer la bonne approche pour combler le fossé.

Je me félicite de ce que le ministre regrette que l'internet à haut débit soit tellement cher en Belgique. Nous avons compris la nécessité d'une diminution des prix et l'appelons de nos vœux.

« Internet pour tous » compte 80 % de nouveaux utilisateurs. Une évaluation devra montrer s'il s'agit-là de la conséquence du projet lui-même ou d'une extension naturelle du marché. À mon estime, l'État fédéral doit coordonner une politique familiale à cet égard. L'origine de la fracture numérique se trouve souvent chez les enfants qui doivent se rendre dans des espaces publics, tels que des bibliothèques, pour effectuer un travail

sur l'ordinateur pour l'école. Un système de leasing ou de garantie pour un ordinateur portable constituerait une bonne idée, bien qu'il s'agisse-là d'une matière en partie communautaire.

La moitié des familles avec enfants qui n'ont pas d'ordinateur à la maison déclare que ce fait est lié au prix du matériel. Cette situation constitue un énorme frein à l'utilisation de l'Internet par toutes les familles.

Je pense par ailleurs qu'il conviendrait de mettre en place un système de recyclage par le biais de magasins ad hoc.

Vous affirmez que le nombre de familles disposant d'un ordinateur aurait déjà progressé de 300.000 unités. Il serait toutefois plus intéressant de savoir où nous en sommes par rapport à l'objectif des deux millions de ménages possédant un ordinateur.

Le ministre a aussi évoqué les facilités dont disposent les entreprises par rapport aux services publics. Il ressort toutefois de contacts avec divers fonctionnaires qu'il y avait encore beaucoup de pain sur la planche. Il y a trop peu d'ordinateurs, il y a des problèmes d'incompatibilité entre le matériel et les logiciels et parfois il n'existe aucun logiciel adapté. Si les pouvoirs publics donnent l'exemple et que tous les départements optimisent leur collaboration, la confiance dans ce média devrait naturellement augmenter.

Dans le rapport Lisbonne 2004, notre pays s'est classé dixième de l'UE-15. Chez nous, le bât blesse surtout au niveau de la société de l'information. Nous devons donc poursuivre nos efforts à ce niveau. Les initiatives méritoires doivent être renforcées. Les objectifs de la note relative à la large bande et du plan d'action de lutte contre la fracture numérique semblent encore loin d'être réalisés. Il serait peut-être bon d'essayer de donner une ultime impulsion à ce niveau durant les derniers mois de cette législature.

Motions

En conclusion de cette discussion, une motion de recommandation a été déposée par M. Roel Deseyn et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Roel Deseyn

et la réponse du ministre de l'Emploi,

demande au gouvernement

- de se pencher sérieusement sur le chantier "internet à large bande";
- de proposer l'instauration d'un tarif social pour l'internet à large bande;
- d'abaisser la TVA sur le matériel informatique;
- de réaliser les objectifs décrits dans le plan d'action de lutte contre la fracture numérique, la note "internet à large bande", le chantier "internet à large bande" et les déclarations gouvernementales avant de lancer de nouvelles idées."

Le vote sur la motion aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

La réunion publique de commission est levée à 10 h 47.

De vergadering wordt geopend om 10.14 uur en voorgezeten door de heer Francis Van den Eynde.

01 Interpellatie van de heer Roel Deseyn tot de minister van Werk over "de uitvoering van de "werf" "de informatiesnelweg: breedband voor iedereen" (nr. 1049)

01.01 Roel Deseyn (CD&V): Het project 'Informatiesnelweg: breedband voor iedereen' was een van de tien werven van de regering. Jarenlang was België een trendsetter op dit gebied, maar het werd sinds 2000 ingehaald door Nederland, Luxemburg en Duitsland.

De doelstelling van de regering was een digitale kloof vermijden. Daarmee zijn we het eens, maar er rijst een aantal problemen, vooral in verband met het tarief van de breedbandinternetaansluitingen. Uit een recente studie van Analysis blijkt, dat de breedbandprijzen in België gemiddeld hoger liggen dan in zes andere landen in onze regio.

Voor een volwaardige aansluiting betaalt men in België ten minste 39 euro per maand, in Nederland 20 en in Frankrijk 15.

Naar verluidt zouden 302.000 Belgen een breedbandaansluiting hebben. Dat is maar de helft van het aantal dat er een zou kunnen hebben. Spectaculaire snelheden of voorwaarden worden niet aangeboden.

Enkele jaren geleden werd al gesproken over een voordeeltarief voor breedbandinternet voor sociale doelgroepen. Nu wordt gezegd dat minister Dupont dat idee op Europees niveau zal aankaarten. Dat kan een manier zijn om de operatoren erbij te betrekken, maar als men wil, kan een lidstaat zeker ook initiatieven nemen.

Op termijn moeten we evolueren naar een sociaal systeem zoals in de telefonie, een sociaal breedbandinternettarief, waarvoor ook de sector inspanningen moet leveren.

De laatste twee of drie jaar zijn we er zowat 5 procent op vooruit gegaan. Iets meer dan 55 procent van de gezinnen beschikt over een computer en internet, beduidend minder dan in de buurlanden. Dit is een belangrijke indicator voor onze kenniseconomie. Terreinvlies zou grote implicaties hebben op sociaaleconomisch vlak.

Er werden enkele maatregelen genomen, zoals het 'internet voor iedereen'-pakket. Men zou echter meer kunnen doen op het vlak van btw.

Een sociaal tarief voor internet bestaat nu wel voor de trage inbelverbinding. Niet de aanschaf van een computer, maar het maandabonnement zorgt voor de kosten. Een lightformule is discriminerend en kan frustrerend zijn.

Het voorstel van minister Dupont, een korting van 10 euro, lijkt nog altijd weinig concreet te zijn. Komt dit er?

Er is een strenge regulering nodig van de prijs van breedbandinternet. OESO-cijfers tonen duidelijk aan dat België sinds 2000 zijn voorsprong verloren is. Wat is de evolutie? Welke inspanningen werden geleverd?

In de nota Breedbandbeleid staat, dat wij tegen einde 2006 streven naar 2,5 miljoen gezinnen en 500.000 bedrijven met een breedbandaansluiting. Zijn die doelstellingen gehaald? Na amper een jaar zijn de streefcijfers drastisch verlaagd, naar 2 miljoen gezinnen en 400.000 bedrijven. Wat is er nu van gerealiseerd? Wat zijn de bijgestelde doelstellingen?

Wat is er gerealiseerd? Wat is er de laatste tijd gebeurd? Wat staat er nog op stapel? Wat was het effect op het terrein? Wat gebeurt er met de doelstellingen van het actieplan, de breedbandnota, de werf breedband en de diverse regeringsverklaringen?

01.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): De heer Deseyn is de hele zittingsperiode lang een van de meest volhardende leden geweest op dit terrein, en dit in gunstige zin.

Die hele periode is de strijd tegen de digitale kloof voor mij belangrijk geweest. Het is belangrijk dat al onze burgers en ondernemingen mee zijn op de informatiesnelweg. Er werden heel wat maatregelen genomen om die kloof te dichten. Ze zullen de volgende jaren nog een effect hebben, maar er zijn voortdurend nieuwe maatregelen nodig.

Al in de herfst van 2003 heb ik gezegd dat op het internet niet alleen een Mercedes, maar ook een Volkswagen nodig was. Wij hebben daarover grote discussies gehad met de providers en uiteindelijk kwam er een goedkopere lightversie op de markt. In vergelijking met andere landen is de prijs daarvan echter nog steeds te hoog.

Met het 'internet voor iedereen'-pakket hebben wij geprobeerd om iets te doen aan de breedbandprijzen en de prijzen van de computers. Op 18 april loopt het project af. In het pakket zit dus ook de prijs voor een jaar breedbandaansluiting. Het valt op dat die aansluiting dan veel goedkoper wordt aangeboden dan als men ze apart koopt.

Na 18 april wordt het project geëvalueerd. Het is belangrijk dat de volgende regering daaraan een vervolg breidt. Het blijkt dat 80 procent van de mensen die het pakket kochten, nieuwe internetgebruikers zijn. Dat betekent dat de doelstelling werd bereikt.

De digitale kloof heeft echter niet alleen te maken met de prijs. Mensen zien niet altijd meteen het nut in van internet en hebben soms angst voor het onbekende. Ook de verhalen over virussen en spam boezemen angst in.

Daarom hebben wij het voorbije anderhalf jaar een aantal sensibiliseringscampagnes gevoerd. Het was de bedoeling de mensen erop te wijzen dat internet een fantastisch ding is, maar dat men rekening moet houden met de gevaren. We voerden de peeeefobiecampagne met Ginette en deelden in samenwerking met Child Focus een Suske en Wiske-verhaal uit in het zesde leerjaar van alle scholen.

De prijs blijft voor veel mensen een belangrijke drempel. Ook de prijs van 850 of 990 euro van het 'internet voor iedereen'-pakket is voor velen nog te hoog. Daarom hebben we ook geopteerd voor internettoegang in publieke plaatsen.

Met collega Dupont werd in 2005 het project 'Easy e-space' gestart, dat tot doel heeft 110 computerparken op te richten in bejaardenhuizen, sociale restaurants, gemeenschappelijke ruimtes van sociale woningen, enz. In 2006 hebben we 260 kandidaten geselecteerd die een openbare computerruimte kunnen inrichten voor iedereen. In 2007 komen die ruimtes er in bibliotheken, gemeentehuizen, werkgelegenheidsbureaus, enzovoort.

We zijn nu ook bezig met het recyclen van afgedankte overheidscomputers. Eerstdaags zijn er daarover contacten met een partner die voor de recyclage kan instaan. De Europese Commissie doet iets gelijkaardigs. De afgedankte computers worden tegen een lage prijs aangeboden aan bepaalde doelgroepen die we hebben omschreven in het actieplan Digitale Kloof.

We hebben het afgelopen jaar een mooi resultaat geboekt. ISPA gaf onlangs de cijfers vrij voor 2006. Het aantal internetaansluitingen steeg in 2006 met 11,7 procent. Bij de gezinnen gaat het om ruim 300.000 nieuwe aansluitingen.

Wij zijn allemaal voorstanders van het sociale tarief dat minister Dupont heeft aangekondigd. Dit is echter niet eenvoudig te realiseren binnen de bestaande Europese richtlijn, tenzij de overheid zelf het sociale tarief zou bekostigen. In de telefonie draagt de sector de kosten van het sociale tarief. Daarom is overleg met de Europese Commissie belangrijk.

Het verlagen van het btw-tarief lijkt me morrelen in de marge. Het verschil tussen ons tarief en het laagste tarief in de omringende landen is 5 procent, of 2 euro op een bedrag van 40 euro.

Nog belangrijker dan het sociaal tarief is een echte prijsdaling.

Ook voor de ondernemingen hebben we een aantal maatregelen genomen. De elektronische identiteitskaart maakt e-government op hoog niveau mogelijk. De ondernemingen kunnen de e-ID ook zelf gebruiken in hun

eigen omgeving. Tegen 2009 zal elke Belg van 12 jaar en ouder over de kaart beschikken. Nu al zijn er 5 miljoen kaarten geactiveerd. Er worden heel wat toepassingen ontwikkeld.

Een ander belangrijk dossier is e-procurement, waardoor de toegang tot overheidsopdrachten voor bedrijven sterk is vergemakkelijkt. Via de website www.jepp.be kunnen bedrijven zich online inschrijven om op de hoogte te worden gehouden van opdrachten. Het systeem omvat vandaag de overheidsopdrachten van alle niveaus.

Vanaf deze maand wordt de mogelijkheid om elektronisch in te schrijven op overheidsopdrachten geleidelijk ingevoerd. Dat kan heel wat rompslomp vermijden en het verbetert ongetwijfeld ook de verdere procedure. Tegen het einde van het jaar worden de elektronische catalogi verwacht.

Wij bieden nog heel wat andere diensten aan bedrijven aan, zoals de belastingaangifte, de btw-aangifte en de kruispuntbank Sociale Zekerheid. De bedrijven maken daarvan ook massaal gebruik. Ondernemingen die nog niet met internet bezig waren, hebben hierdoor ook de stap gezet.

01.03 Roel Deseyn (CD&V): Het klopt niet dat mensen met breedbandaansluiting licht vlot op internet kunnen surfen. Mensen worden dus ongelijk behandeld en dat lijkt me niet de goede aanpak om de kloof te dichten.

Ik ben blij dat de minister het erg vindt dat breedbandinternet in België zo duur is. Er nu toch al een besef en een wens om aan lagere prijzen te werken.

Er zijn 80 procent nieuwe gebruikers bij 'Internet voor iedereen'. Een evaluatie moet uitmaken of dit het gevolg is van het project zelf, dan wel of het om een natuurlijke uitbreiding van de markt gaat. Volgens mij moet de federale overheid een gezinspolitiek op dit vlak coördineren. Vaak ontstaat de digitale kloof bij kinderen die voor school computertaken moeten vervullen en daarvoor aangewezen zijn op openbare ruimten zoals bibliotheken. Een systeem van leasing of waarborg voor een laptop zou een goed idee zijn, al is dit gedeeltelijk een gemeenschapsmaterie.

Bij volwassenen met kinderen is de kostprijs van de apparatuur in de helft van de gevallen de reden om geen computer in huis te halen. Dat is dus een enorme rem op het internetgebruik voor alle gezinsleden.

Ik denk verder dat er een grote behoefte is aan een systeem van recycling via kringloopwinkels.

Er zouden 300.000 pc's bijgekomen zijn. Dat is goed, maar het is interessanter om te weten hoeveel van de doelstelling, twee miljoen gezinnen, bereikt is.

De minister heeft ook gewezen op de faciliteiten die bedrijven hebben ten overstaan van de overheid. Contact met diverse ambtenaren heeft me echter geleerd dat er nog veel werk aan de winkel is. Er zijn te weinig computers, software en hardware passen niet samen of er is helemaal geen passende software. Als de overheid het voorbeeld geeft en alle departementen werken goed samen, dan zal het vertrouwen in het medium vanzelf groter worden.

In de Lissabon-review van 2004 bekleedt ons land de tiende plaats in de EU-15. Vooral op het punt informatiemaatschappij schoten we tekort. Daaraan moet dus worden voortgewerkt. De verdienstelijke initiatieven moeten worden versterkt. De doelstellingen uit de breedbandnota en het actieplan tegen de digitale kloof zijn wellicht nog verre van gerealiseerd. Misschien moet in de laatste maanden van de zittingsperiode nog een ultieme impuls worden gegeven.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werd een motie van aanbeveling ingediend door de heer Roel Deseyn die luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Roel Deseyn

en het antwoord van de minister van Werk,

vraagt de regering

- ernstig werk te maken van de werf "breedband";
- een sociaal tarief voor breedbandinternet voor te stellen;
- een btw-verlaging voor informaticamateriaal door te voeren;
- de doelstellingen zoals beschreven in het actieplan "digitale kloof", de nota "breedband", de werf "breedband" en de regeringsverklaringen te realiseren alvorens nieuwe ideetjes te lanceren."

Over de motie zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.47 uur.